

L'Agriculture priorité n°1 du gouvernement chinois face à une PAC qui se rétrécit

En Chine, le « Document Central Numéro 1 » définit chaque année les priorités politiques. L'agriculture et les zones rurales figurent au premier rang de ces priorités depuis 18 années consécutives.

Après seulement huit années d'efforts pour réduire la pauvreté, les orientations données par ce Document Central Numéro 1 indiquent qu'ils ont permis de sortir de la pauvreté quelques 100 millions d'habitants démunis des zones rurales.

Cette année, les nouveaux objectifs prioritaires sont la revitalisation des zones rurales et la modernisation de l'agriculture. En effet, selon le dernier recensement national publié en mai 2021, la population rurale en Chine, représentant aujourd'hui 36,11% de la population, a diminué d'environ 160 millions au cours des dix dernières années¹, mais reste très importante.

Selon le Conseil d'Etat², l'objectif de revitalisation des zones rurales passe par une production agricole de haute qualité, l'amélioration de l'environnement et du bien-être dans ces territoires. Valoriser les ressources naturelles rurales et la culture traditionnelle font également parties des priorités gouvernementales.

A cet égard, Zhu Qizhen, professeur à l'Université Agricole de Chine, a indiqué que si la politique agricole devait concentrer ses efforts sur l'amélioration de la gestion des terres³, de la sécurité sociale accordée aux paysans et du système d'éducation proposé à leurs enfants..., la politique de la ville devait de son côté prévoir la meilleure intégration possible des populations rurales⁴. C'est ainsi que le gouvernement appelle les politiques agricole et de la ville à collaborer « amicalement » entre elles.

Par ailleurs, pour assurer [la sécurité alimentaire](#) qui demeure prioritaire pour les autorités chinoises, le pays maintiendra une stabilité de ses superficies semées, avec une production céréalière de plus de 650 millions de tonnes, soit plus de 95% de la consommation.

¹ La population rurale représente 19 % de la population totale dans les pays de l'OCDE

² http://www.gov.cn/zhengce/2021-02/21/content_5588098.htm

³ Parmi les terres cultivées existantes en Chine, 6 % appartiennent à l'État et 94 % appartiennent à la collectivité ; Les agriculteurs ont le droit d'utilisation et de gestion de terres.

⁴ <https://news.sina.com.cn/c/2021-05-11/doc-ikmxzfm1847026.shtml>

Dans le même temps, le gouvernement maintient sa politique de prix garantis, mise en œuvre depuis 2004, sur le blé et le riz. C'est ainsi, qu'en 2021, le prix garanti du blé, [parmi les plus élevés au monde](#), est fixé à 113 yuans par 50 kilos (soit 295,2 € /T) ; les prix garantis du riz sont fixés entre 121 et 130 yuans par 50 kilos (soit entre 316,2 et 339.6 €/T), selon la variété du riz.

« d'ici 2025, la Chine connaîtra des progrès substantiels dans la modernisation de l'agriculture et des campagnes, avec des réalisations en faveur d'une base agricole plus solide, un écart de revenu plus réduit entre les ruraux et les urbains, et la réalisation fondamentale d'une modernisation agricole là où les conditions le permettent. », déclare le Document Central Numéro 1 ⁵.

Ces informations démontrent que pour la Chine il y a une véritable exception agricole et que comme le disait Dan Glickman, secrétaire à la défense de Bill Clinton, l'agriculture est aussi stratégique que la défense nationale.

L'existence de prix garantis traduit simplement la déconnexion totale entre les objectifs du gouvernement chinois et ceux de l'Union européenne. Entre les deux on trouve de nombreuses politiques agricoles qui, sans être aussi ouvertement protectionnistes sont clairement protectrices : les Etats Unis, le Canada, la Russie et bien d'autres pays émergents qui prennent rang parmi les grands producteurs tout en devenant des consommateurs de plus en plus nombreux.

Que se passera t'il demain du fait de la croissance démographique de l'Afrique avec ses immenses réserves de productivité et de terres ?

Il devient prioritaire pour l'Europe d'intégrer ces données et de cesser de vivre en vase clos en réduisant régulièrement la portée de la PAC et ses moyens financiers dans le cadre d'un budget européen qui reste très exigu. Et ce n'est pas des programmes exceptionnels dus à la crise sanitaire qui changeront la trajectoire actuelle qui reste sur bien des points prudente, précautionneuse voire timorée.

Nous ne sommes pas pour autant adeptes d'un « exit » généralisé qu'il soit Frexit, Polonoxit, Hungaroxit.....mais nous constatons que face aux limites de la construction européenne construite sur les trois traités de Rome, Maastricht et Lisbonne il n'y a plus de souffle pour aller plus loin n'en déplaise à ceux, et notre président en premier, qui rêvent d'une souveraineté européenne illusoire au détriment de souverainetés nationales où il va falloir aller chercher les ressorts du futur.

En attendant et comme dans l'Ecume des jours (un des premiers romans de Boris Vian), l'appartement du jeune couple qui en est le héros rétrécit inexorablement à mesure que leurs économies diminuent . C'est un peu ce qui arrive à la PAC dans une Europe dont les ambitions s'étiolent et dont le crédit auprès des citoyens ne cesse de baisser.

Jacques Carles, Président d'Agriculture Stratégies

Linda Jiao, Chargée d'études économiques d'Agriculture Stratégies

Le 08 juillet 2021

⁵ http://french.xinhuanet.com/2021-02/21/c_139757040.htm